







La 27<sup>ème</sup> Conférence des Parties sur le Changement Climatique (COP27)











### Un changement climatique rapide menaçant la sécurité alimentaire au niveau local

Le 6ème rapport du GIEC (2022) souligne clairement que les impacts du changement climatique sont d'ores et déjà visibles partout dans le monde : vagues de chaleurs de plus en plus longues et intenses, des événements extrêmes plus fréquents, des feux de forêts à répétition, une élévation du niveau de la mer, une baisse de la disponibilité des ressources en eau et des maladies nouvelles qui changent de localisation...

Ces impacts menacent de manière claire la sécurité alimentaire et peuvent provoquer des tensions sociales en cas de forte inflation sur les prix des denrées alimentaires. Cette menace est devenue plus claire dans le contexte récent de la rareté (voire l'indisponibilité) sur le marché international de certaines denrées essentielles. Pour de nombreux pays, la sécurité alimentaire est devenue un enjeu de première importance lorsqu'on parle de changement climatique.

Le changement climatique est susceptible de ralentir les progrès continus en matière de sécurité alimentaire mondiale en raison de perturbations qu'il peut causer à la production agricole avec les baisses des précipitations, les pertes des récoltes en cas d'événements extrêmes ou de l'apparition de nouvelles maladies touchant les cultures. Le changement climatique perturbe également les voies de transport et les les chaines logistiques suite à des événements extrêmes. Il affecte également la qualité des terres agricoles amplifie le phénomène de désertification. Les effets sont clairement établis entre le changement climatique et la réduction de la productivité agricole et la hausse des prix des matières premières agricoles.

La sécurité alimentaire est clairement liée à la disponibilité et à la gestion des ressources naturelles des pays. Dans ce contexte, la conservation locale des ressources et la lutte contre le changement climatique deviennent les clés de la sécurité alimentaire. Les ressources en eau sont les premières concernées. A titre d'exemple, la région MENA est la région la plus soumise au stress hydrique et à la sécheresse au monde. La région MENA peut faire face à une réduction supplémentaire des précipitations de 15 à 45 % d'ici la fin du siècle en raison des effets du changement climatique. Cela pourrait avoir de graves effets sur l'agriculture, l'élevage et la sécurité alimentaire dans la région MENA.

Dans le même temps, on assiste à une dégradation de la qualité des sols du fait de la désertification croissante et un appauvrissement de la qualité des sols. Ces phénomènes pourraient conduire à des changements profonds dans certains écosystèmes fragiles comme les oasis, les forêts et les zones humides. Tous ces problèmes favorisent la propagation de nouvelles maladies chez l'homme, la faune et la flore et par conséquent de nombreuses espèces sont menacées d'extinction (GIEC, 2022).

La plupart des impacts sont locaux et les réponses doivent être locales. Dès lors que les impacts diffèrent d'une région à une autre, voire d'une commune à une autre, les réponses dépendent des contextes locaux et nécessitent l'adhésion des communautés locales. Les collectivités locales et les organisations communautaires sont au premier plan de ces crises, servant de liens essentiels entre les personnes en situation d'insécurité alimentaire et les ressources nutritionnelles.

Dans de nombreux pays, des réponses locales adéquates montrent qu'il est possible d'augmenter la résilience des populations locales et de renforcer la sécurité alimentaire en mettant en œuvre des politiques d'adaptation fondées sur la préservation des ressources. Une meilleure gestion des écosystèmes, des ressources en eau, des cultures et des technologies plus adaptées peut permettre de limiter l'impact du changement climatique. Ces réponses sont encore au stade d'expériences pilotes et ne sont pas encore mises à l'échelle. Ceci est le cas de la Tunisie.

# Les expériences tunisiennes en matière d'adaptation au changement climatique au niveau local pour assurer la sécurité alimentaire

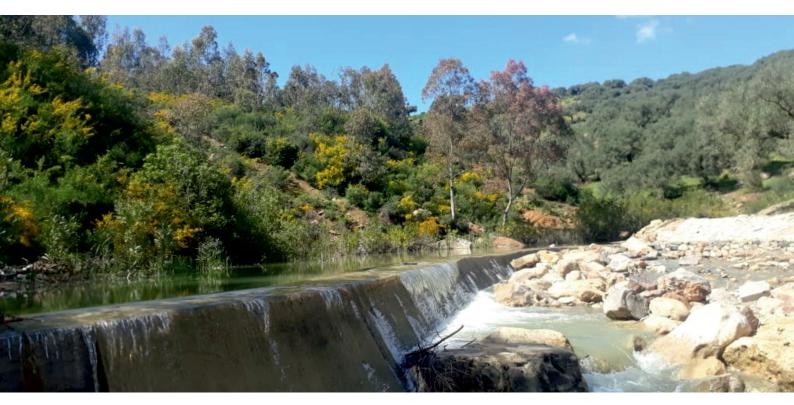
En effet, alors que dans certaines régions de Tunisie, le réchauffement a d'ores et déjà dépassé +1,5°C. Les effets du changement climatique menacent ainsi toutes les communes tunisiennes et impactent l'ensemble de la population et particulièrement les personnes les plus vulnérables. Pour certaines communautés locales, les principales ressources à l'origine de leurs revenus peuvent être menacées (forêts, oasis, agriculture, élevage...). Les situations diffèrent d'une région à une autre et d'une commune à une autre. Mais force est de constater que les communes et les régions les moins développées du pays sont les régions les plus vulnérables au changement climatique.

La mise en place de projets d'adaptation au niveau local afin de renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des populations locales fait face à trois problèmes structurels.

Le premier problème est lié à l'ingénierie et à la conception des projets. Les interventions dans les milieux localisés faisant face à des problèmes de changement climatique et de gestion des ressources sont par essence multi-dimensionnelles. Les aspects économiques, sociaux, environnementaux doivent être pris en compte simultanément. Cette conception de projets complexes n'est pas aisée et nécessite un savoir-faire particulier. Les organisations de la société civile, les acteurs locaux et l'expertise de certaines agences de coopération sont fondamentales dans ces interventions. Plusieurs exemples de réussite dans ce domaine en Tunisie nécessitent d'être mieux analysés et compris afin de servir à une plus grande échelle.

Le second problème est un problème de financement et d'innovation dans les dispositifs de financement. Le financement des projets relatifs à la sécurité alimentaire des populations locales demeure un problème non résolu en raison de la complexité des montages et la multitude des intervenants. Les approches classiques de financement des projets ne sont pas concluantes dans ce cadre. Plusieurs exemples d'innovation dans les mécanismes d'intervention nécessitent d'être mieux connus et discutés afin de généraliser leurs usages et mieux les adapter à d'autres contextes locaux.

Le troisième est un problème de compétences et de technologie. En effet, les populations locales et les collectivités locales manquent de compétences en matière d'adaptation au changement climatique et en matière de gestion des ressources naturelles. Le renforcement des compétences et l'usage des technologies adéquates pourraient permettre de résoudre de nombreux problèmes locaux. A titre d'exemple, en matière de gestion des eaux, le recours au système d'irrigation intelligent pourrait permettre de relaxer la contrainte de la disponibilité de l'eau. Plusieurs expériences conduites en Tunisie méritent d'être mieux connues et partagées à une plus grande échelle.



## **OBJECTIFS DE L'ÉVÉNEMENT**

Cet événement parallèle a pour objectif de

- Mieux comprendre les impacts réels du changement climatique au niveau international, national et local.
- Discuter et partager les expériences et les leçons apprises sur l'importance des actions climatiques locales et leur rôle dans la lutte contre la rareté des ressources et la garantie de la sécurité alimentaire. Ces actions comprennent la construction de petits projets d'infrastructures dans les milieux forestiers et dans les oasis, le renforcement des compétences nécessaires pour les communautés locales, la mise en place de meilleures pratiques de gestion des terres, la mise en place de meilleures pratiques de gestion de l'eau, etc... Plus généralement, l'événement parallèle discutera des aspects pratiques de la mise en place des projets et de leur gestion. Il permet d'échanger sur les facteurs de succès, les obstacles rencontrés, la résolution des problèmes et les manières de mettre à l'échelle les projets. Les financements de ces projets et leur viabilité économique seront également au cœur de la discussion. de quelle manière est mise en place à travers de petits projets d'action climatique au niveau local. La capitalisation sur ce qui se fait de mieux dans la région MENA en matière d'action climatique locale et de sécurité alimentaire sera également au cœur du menu.

# **PROGRAMME**

Modération: M. Adel BEN YOUSSEF

Professeur en sciences économiques, Université Côté d'Azur - France

#### Mot d'ouverture

Organisation Internationale de la Francophonie

Projection d'une video (5 min)

Rôle des sols dans l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques

Session 1: La sécurité alimentaire, des enjeux mondiaux et des impacts locaux

L'aménagement et la conservation des terres agricoles en Tunisie dans un contexte du CC: Cas du programme d'adaptation au CC dans des territoires ruraux vulnérables,

**M. Faouzi BATTI,** Directeur des études à la Direction Générale de l'Aménagement et la Conservation des Terres Agricoles) &

**M. Mohamed Chamseddine HARRABI**, Coordinateur National du Projet PACTE et Directeur à la Direction Générale de l'Aménagement et la Conservation des Terres Agricoles

Les projets de développement intégrés dans le nord tunisien pour une meilleure adaptation à la raréfaction de l'eau

Dr. Lamia Hamrouni, Professeur de l'Enseignement Supérieur Agricole en Biotechnologie Forestière

Actions associatives en faveur du climat et du développement local, cas du GDA de Sidi Amor, Tunisie

**Dr. Taieb Ben Miled**, Groupement de Développement Agricole Sidi Amor

L'action climatique locale de conservation des Oasis et le rôle des ONG,

M. Salem BEN SELMA, Association La Ruche, Tozeur

#### **Débats**

Session 2 : Les Instruments d'appui à l'investissement dans le domaine de la préservation des ressources naturelles et la garantie de la sécurité alimentaire, aux niveau national et local

Le développement des compétences nécessaires à l'action climatique au niveau local

M. Khmaies ZAYANI, Directeur Général de l'Agence de Formation et de Vulgarisation Agricole

Les mécanismes d'encouragement à l'investissement agricole : Quelle portée pour la promotion de l'investissement vert dans un contexte de changement climatique ?

**M.** Raouf LAAJIMI, Directeur Général, Direction Générale du Financement, de l'Investissements et des Organismes Professionnels (DGFIOP), Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la Pêche, Tunisie.

#### **Débats**

**Conclusions et principaux messages** 

M. Adel BEN YOUSSEF, Professeur en sciences économiques, Université Côté d'Azur – France

#### **PUBLIC CIBLE**

Responsables de projets climatiques en matière d'adaptation, journalistes, scientifiques, acteurs de la société civile, responsables politiques...